L'électeur, voilà l'ennemi !

Le 03-07-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par André Bellon
Le 3 juillet 2020

Nous diffusons, avec l'autorisation de l'auteur, ce texte d'André Bellon avec qui nous avons des valeurs communes.
Nous partageons son analyse. Les classes dominantes n'ont que mépris pour le peuple et son expression, et l'abstention en est une.

Ce qui est en cause, ce sont des institutions dans laquelle le peuple n'est qu'un lobby parmi les autres. Ce qui est en cause, ce sont des élections qui ne permettent plus l'expression de l'intérêt général.

Décidément, quand le peuple vote mal, il faut changer le peuple !

André Bellon est président de L'Association pour une Constituante http://www.pouruneconstituante.fr/

Au-delà des habituelles rengaines sur la victoire de tel ou tel camp, les élections municipales de ce 28 juin sont marquées par une nouveauté : le niveau exceptionnel de l'abstention (60%). Coronavirus ? Pas seulement. La pauvreté des commentaires a trop souvent ciblé les citoyens accusés d'incivisme ou d'insouciance coupable à l'approche des vacances d'été. Le mot fut prononcé plusieurs fois.

Incivisme ? Dans le même temps où l'électeur se voyait ainsi fustigé, de nombreux analystes, souvent les mêmes, s'extasiaient devant la Convention citoyenne pour le climat, souvent qualifiée d'événement historique ou d'innovation fructueuse, alors que sa principale caractéristique est de magnifier le tirage au sort au détriment… du suffrage universel. Pris dans leur idéologie, nos nouveaux experts ne voient pas la contradiction dans leur discours.

Incivisme ? Ceux qui discréditent le suffrage universel, voire le trainent carrément dans la boue, sont-ils les mieux placés pour juger les abstentionnistes ? N'est-ce pas eux qui les fabriquent, par exemple lorsque Cyril Dion déclare *« Se pose aussi le problème de l'opinion… Les politiques se réfugient toujours derrière cet argument… ils ont besoin de contenter la majorité »* ou quand Natacha Polony, intéressée par ladite convention, fustige *« les élus qui sont enfermés dans des préjugés et des idéologies qui leur interdisent toute action »* ou qu'elle ajoute *« La démocratie véritable est révolutionnaire ».* Ah oui, quelle révolution ? Jeter le doute sur les élections et le débat démocratique au prétexte que, depuis des années, nos institutions les réduisent à une aimable pantomime ?

Incivisme ? Est-ce un nouveau civisme que d'encadrer les tirés au sort de la fameuse convention climat par des « fact-checkers », des « experts » du climat, de la société civile et des acteurs politiques pour*« décrire la situation, les enjeux et les obstacles à la lutte contre le changement climatique »* ? Voilà une belle manière de légitimer, en le parant des habits verts de l'écologisme bon teint, l'expertocratie chère au capitalisme aristocratique. Nos super analystes médiatiques le confirment lorsqu'ils affirment, à la fois, que la Convention climat fait émerger la volonté des Français et qu'elle s'oppose au populisme du suffrage universel. Se rendent-ils d'ailleurs compte qu'en cherchant à imposer des décisions par l'intermédiaire de la Convention, ils infusent l'idée - sans le moindre début de preuve - que les citoyens seraient hostiles à l'écologie et à ce point déçus de la démocratie qu'ils seraient enthousiastes à l'idée qu'on remplace l'expression de leur volonté par un zoo humain de la démocratie ?

Incivisme ? Tout est fait pour mépriser la souveraineté populaire depuis des années : le vote Non des Français le 29 mai 2005 bafoué par les instances nationales, une élection présidentielle qui donne tout pouvoir à un Président élu par défaut, une médiatisation obsessionnelle et mensongère du débat politique.
Incivisme des citoyens ? Non, indécence de la classe dominante, d'une presse à la fois inculte et chienne de garde de la pensée officielle !
Ce qui est en cause, c'est le mépris du citoyen et de son bien collectif qui s'appelle le suffrage universel. Ce qui est en cause, ce sont des institutions dans laquelle le peuple n'est qu'un lobby parmi les autres. Ce qui est en cause, ce sont des élections qui ne permettent plus l'expression de l'intérêt général. Ce qui est en cause, c'est la nécessité de retrouver la démocratie. Celle-ci ne peut être recréée que par un vrai changement, celui des institutions par l'élection au suffrage universel d'une Constituante par un scrutin organisé au plus près des citoyens.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire